

Conférence des Territoires

vendredi 4 février 2022

Ordre du jour

1. Projet pour le Cantal 2030
2. Création d'une agence d'attractivité
3. Nouveaux programmes d'appui aux territoires et amendes de police
4. Programme Traverses de bourgs
5. Service Public de Performance Energétique de l'Habitat Cantal
6. Projet de déploiement d'Installations de Recharge de Véhicules Electriques
7. Très Haut Débit et Téléphonie mobile
8. Politique culturelle départementale à destination des territoires
9. Démarche ConsoCantal
10. Dispositif de Premier Accueil Social Inconditionnel de Proximité
11. Gouvernance départementale de l'eau et de l'assainissement
Etude « déchets »

Questions diverses

1. Projet pour le Cantal 2030



PROJET POUR LE CANTAL 2021 - 2030

Être 150 000 habitants dans 15 ans

2. Création d'une agence d'attractivité

Agence d'attractivité

- Création d'un syndicat mixte ouvert
- Stratégie locale de développement pour la reconquête démographique

Conciergerie

3. Nouveaux programmes d'appui aux territoires et amendes de police



Nouveaux dispositifs : les grands principes

- **33,13 millions d'€ sur 6 ans (2022-2027)**
- **aide aux investissements – pas de fonctionnement**
- **projets compatibles avec le projet pour le Cantal 2021-2030**
- **4 dispositifs**
 - **Contrat Cantal Développement** : projets structurants des EPCI
 - **Fonds Cantal Villes** : projets structurants des + de 3000 hab
 - **Fonds Cantal Innovation** : appels à projets
 - **Fonds Cantal Solidaire** : solidarité territoriale pour les petites communes
- **20 % consacré à l'eau et l'assainissement**
- **+ les amendes de Police gérées pour le compte de l'Etat**

Contrat Cantal Développement

- **12 211 850 €** sur 6 ans
- **contractualisation sur 6 ans** puis dossiers confirmés 1 à 1
- Projets communaux admis (sans fonds de concours EPCI) si impact intercommunal
- possible intégration de projets départementaux
- dossiers structurants : débat contradictoire

	Montant contrat
CABA	2 640 000 €
Cère et Goul en C	601 325 €
Châtaigneraie	1 980 000 €
Hautes Terres	1 285 774 €
Pays de Mauriac	720 000 €
Pays de Salers	1 050 525 €
Saint-Flour Co	2 460 000 €
Pays Gentiane	694 226 €
Sumène-Artense	780 000 €

➤ **Elaboration au 1^{er} semestre 2022**

➤ **Contractualisation dans l'année**

Fonds Cantal Villes

- **1 950 000 €** sur 6 ans
- **nouveau dispositif communes + de 3 000 habitants**
- **contractualisation 6 ans** puis dossiers confirmés 1 à 1
- dossiers structurants : débat contradictoire
- hors voirie
- eau et assainissement possibles (si non transférés)

	Montant contrat
Aurillac	550 000 €
Saint Flour	450 000 €
Mauriac	400 000 €
Arpajon sur Cère	300 000 €
Ytrac	250 000 €

- **Elaboration au 1^{er} semestre 2022**
- **contractualisation dans l'année**

Fonds Cantal Innovation

- **3 970 000 €** sur 6 ans
- **répondre à des besoins précis ou ponctuels en lien avec le projet pour le Cantal 2021-2030**
- **un soutien important : jusqu'à 50 %**
- **susceptible d'être ouvert à tout type de bénéficiaire public**
- **les modalités de chaque appel à projets sont définies au cas par cas**
- **Au moins 1 AAP par an**
- **AAP 2022 au 2^{ème} semestre : thème à définir**

Fonds Cantal Solidaire

- **15 000 000 €** sur 6 ans
- **dispositif similaire au précédent**
- **présélection sur 3 ans** puis dossiers confirmés chaque année
- communes de **moins de 3 000 habitants**, syndicats eau et assainissement

Appel à projets lancé aujourd'hui

Fonds Cantal Solidaire

Modalités pratiques de l'appel à projet 2022 :

- **Dossiers dématérialisés** : dépôt sur une plate-forme numérique avec aide des services du CD si besoin
- **Courrier** avec les modalités de candidature envoyé **lundi**
- **Date limite** de réception du dossier complet : **31 mars**
- **Présélection** des dossiers en juin
- **Attribution** des aides **2022 en septembre**

Eau et assainissement

Taux max pour l'**adduction en eau potable** :

- **30% amélioration de la qualité de l'eau** distribuée
- **25% amélioration des rendements** du réseau
- **10% autres opérations** selon les cas

*tarif minimum : selon évolution Agence de l'Eau Adour Garonne
(1,65 € TTC / m³ en 2022)*

Taux max pour l'**assainissement collectif** :

- **30% stations d'épuration** de plus de 15 ans
- **25% suppression d'eaux claires parasites**
- **20% autosurveillance, télésurveillance, mesures, télégestion**
- **10% autres opérations** selon les cas

*tarif minimum : selon évolution Agence de l'Eau Adour Garonne
(1,65 € TTC / m³ en 2022)*

- Extension de réseaux non éligible

Amendes de police

- Un fonds d'Etat administré par le Département
- de 125 000 à 215 000 € par an
- projets en lien avec la sécurité routière **UNIQUEMENT**
- maîtrise d'ouvrage communale
- communes de moins de 10 000 habitants

Calendrier :

- Appel à projets en mars-avril
- Enveloppe connue en mai-juin
- attribution en juin ou septembre

4. Programme Traverses de bourgs



- **Qui ?** Toute Commune désirant aménager sa traverse d'agglomération
- **Où ?** Sur le réseau routier départemental
- **Quoi ?** Chaussée de la route départementale (de fil d'eau à fil d'eau)
Ouvrages d'art nécessaires à la stabilité de la route et à sa pérennité (murs de soutènement, ponts...)

Conception



- Relevé topographique et élaboration d'un projet par le maître d'œuvre de la Commune ;
- Concertation avec le Département et finalisation du dossier technique

Instruction



- Dossier technique (plans, profils, avant métré, estimations, répartition financière Cd15/Commune,...)
- Délibération
- Echéancier prévisionnel
- Prise en considération du projet par le Cd15
- Convention de délégation de MO
- Intégration de l'opération dans la programmation pluriannuelle

Réalisation



- **La commune ne peut réaliser de travaux sur le domaine public départemental sans accord préalable du Cd15**
- La commune invite les services du Cd15 aux réunions de chantier
- Le Département peut imposer la réalisation de contrôles qualité chaussée
- La commune invite le Cd15 à la réception des travaux

Contact : Pôle Routes Départementales et Infrastructures
Philippe FABREGUE - pfabregue@cantal.fr - 04 71 46 21 40

5. Service Public de Performance Énergétique de l'Habitat Cantal



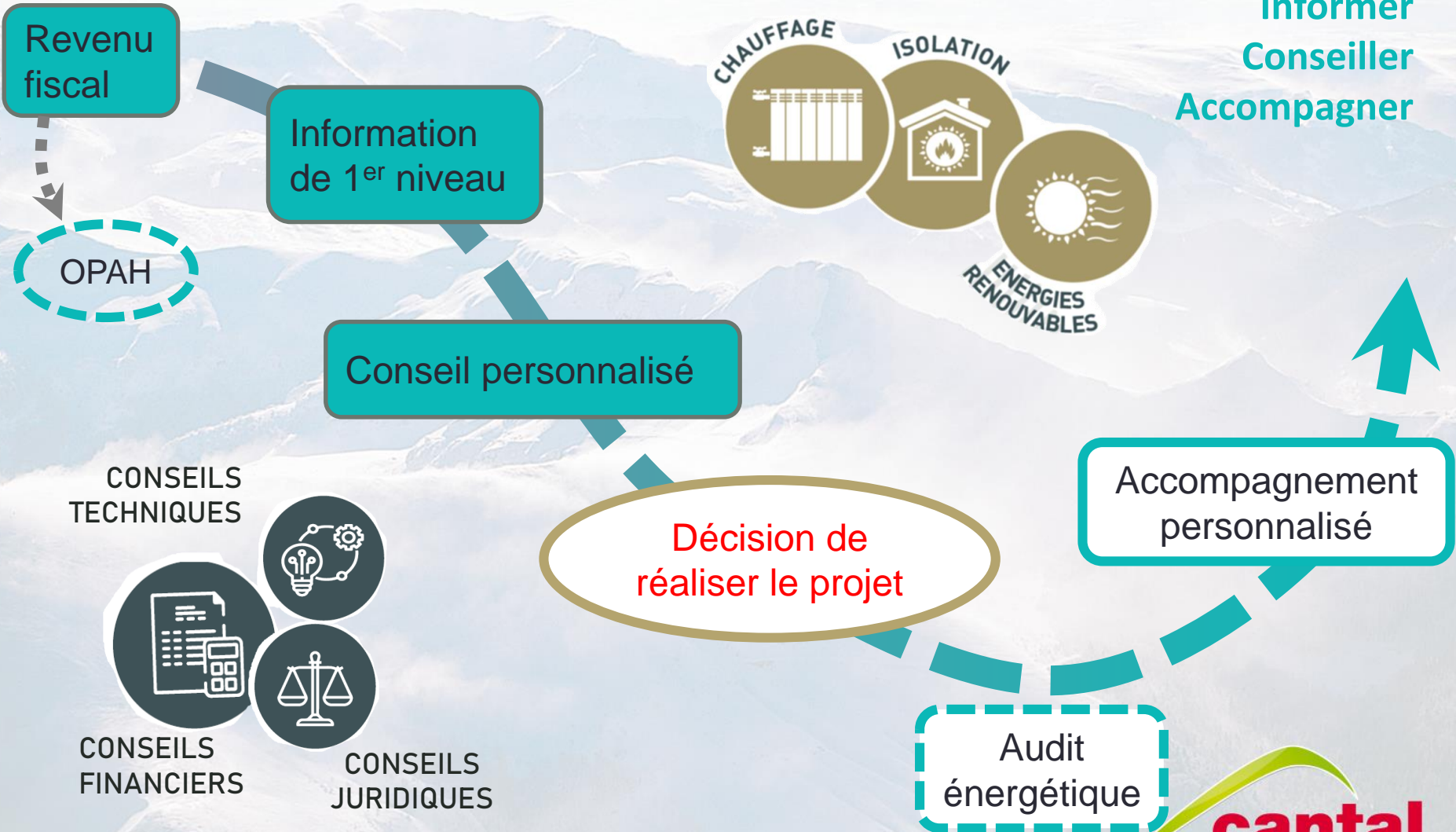
« Un **SERVICE PUBLIC** accompagnant les ménages souhaitant diminuer leur **CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE**.

Les conseillers guident les propriétaires, locataires dans leurs travaux d'amélioration de la performance énergétique de leur logement et leur fournit **GRATUITEMENT** des **INFORMATIONS ET CONSEILS PERSONNALISÉS** avant travaux.

Le service s'adresse également aux occupants de petits locaux tertiaires (<10 salariés et 1000 m²) »

LE CŒUR DES MISSIONS

Informer
Conseiller
Accompagner



LES AUTRES MISSIONS

Actions de communication vers

- les ménages, le petit tertiaire

*Sensibiliser
Communiquer*

- Les réseaux professionnels

- De l'acte de construire : architectes, bureaux d'études, artisans, magasins de bricolage...
- Prescripteurs : agences immo, notaires, syndicats, banques, mairies...

*Animer
Mobiliser*



CONSEILS
TECHNIQUES



CONSEILS
FINANCIERS

CONSEILS
JURIDIQUES

ORGANISATION

- **Les moyens humains :**
 - 4 agents : 3 conseillers +1 gestionnaire administrative
 - 1 apprentie chargée de communication



- **Localisation : à l'hôtel du Département + Est Cantal (à définir)**
- **Permanences à mettre en place sur les territoires**

BUDGET PREVISIONNEL

pour 2022 : 319 000 €

- **État** **58 300 €**
- **Région** **120 500 €**
- **EPCI** **70 100 €**
- **CD15** **70 100 €**

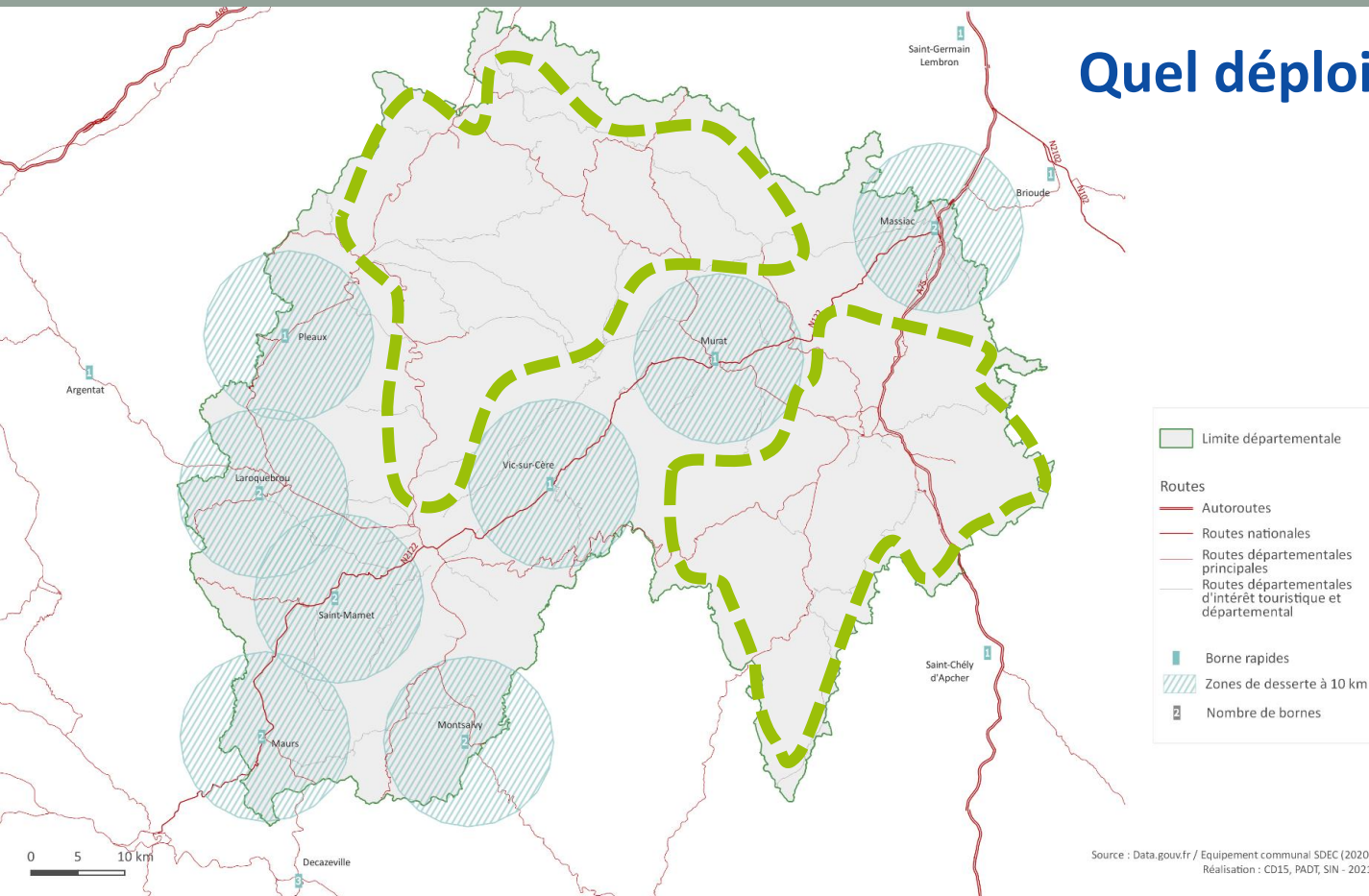
6. Projet de Déploiement d'Installations de Recharges de Véhicules Électriques (IRVE) dans le Cantal



Quel déploiement des IRVE dans le Cantal ?

L'installation de bornes de recharge pour VLE peut bénéficier de **subventions de:**

- l'Etat (CEE)
- la Région
- Département
- SDEC



Les bornes subventionnées devront s'inscrire dans le schéma de résorption des zones blanches initié par le Département

AMI départemental

100 000 € budgétés en 2022 pour aider l'investissement des collectivités dans l'implantation d'IRVE.

- Pour compléter le maillage des bornes rapides soutenues par la Région
- Et/ou pour installer des bornes de recharges sur des sites touristiques

7. Très Haut Débit et Téléphonie mobile



Rappels

Réseau Public (PPP avec Orange)

Coût global : \approx 1 Milliard d'€uros hors recettes commerciales et subventions.

AMII (déploiement privé) sur les territoires de la CABA et de la ville de Saint-Flour.

Fin des travaux prévus par Orange en décembre 2022.

Nouvelle Phase 3 [2021 – 2022]

92% (102k prises) en Fibre Optique au lieu de 77% (85k prises) !

- 111k prises totales dans le Cantal.
- 8% (8,9k prises) en technologies alternatives > 30Mb/s.
DSL, 4G fixe et satellite.
- Le coût net pour le département passe de 17 M€ à **18,9 M€**.
- **Nouvelle aide à l'équipement satellitaire :**
 - Depuis le printemps 2021, l'aide pour l'acquisition des kits satellitaires est passée de 400 € pour l'acquisition du matériel à 300 € avec un complément de 300 € pour l'installation. Initialement confiée à la Régie Auvergne Numérique, la gestion de l'aide a été transmise à la Région Auvergne-Rhône-Alpes :
 - <https://campusnumerique.auvergnerhonealpes.fr/transformer/satellite/>

Aujourd'hui :

- 84% (44k prises) des bâtiments de la zone PPP sont raccordables.
- 78% (31k prises) des bâtiments la zone AMII sont raccordables.

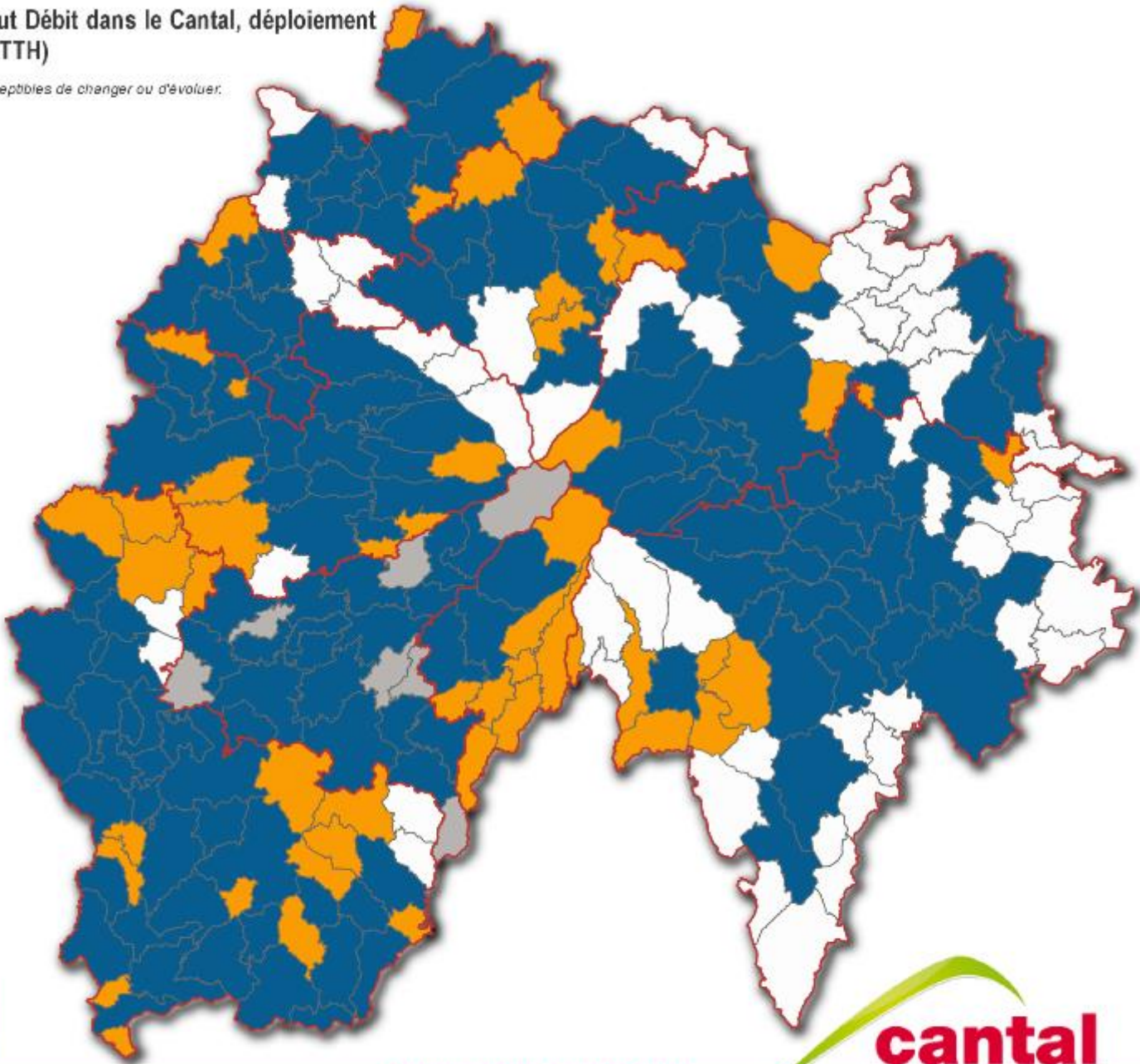
Etat du programme Auvergne Très Haut Débit dans le Cantal, déploiement de la fibre optique jusqu'au domicile (FTTH)

Carte informative, non contractuelle, les données sont susceptibles de changer ou d'évoluer.

maj : 03/12/2021

Déploiement de la fibre optique par le Département et la Région

-  Fibre commercialisée
-  Raccordables avant fin 2022
-  Autres technologies
-  Zones déployées par les opérateurs privés avant fin 2022



Auvergne numérique

Liberté • Égalité • Fraternité
REPUBLIQUE FRANÇAISE

La Région
Auvergne-Rhône-Alpes

Auvergne
Très Haut Débit

Chaque jour à vos côtés



cantal
LE DÉPARTEMENT

Vers une phase 4

Objectif 100% fibre en 2025 !

La Régie Auvergne Numérique étudie la faisabilité technique, juridique et financière d'une nouvelle phase 4 du programme « Auvergne Très Haut-Débit ». Elle pourrait concerner pour le Cantal, 8 900 prises.

Il resterait 106 M€ à financer pour la Région AuRA (53M€) et les 4 Départements.

Linéaire aérien créé pour le programme Auvergne Très Haut Débit : 219 km et 850 km pour le complément de la Phase 4

Téléphonie mobile



Chaque jour à vos côtés

cantal
LE DÉPARTEMENT

Téléphonie mobile



La téléphonie mobile dans le Cantal :

245 pylônes dont 243 en 4G

Programme maîtrise d'ouvrage Département :

30 pylônes déployés / 44 communes

3 M€.

**Programme maîtrise d'ouvrage du Conseil régional
d'Auvergne-Rhône-Alpes avec le Conseil
départemental :**

4 pylônes déployés

360 k€.

Le New Deal Mobile dans le Cantal

En concertation avec les Présidents d'EPCI les listes 2018-2019 et 2020 sont constituées :

- **Liste « 2018 + 2019 »**
 - 18 sites proposés soit 29 pylônes.
- **Liste « 2020 »**
 - 19 sites proposés soit 44 pylônes.

Pour un total de **37 sites** soit **73 pylônes** supplémentaires pour le département du Cantal.

Le New Deal Mobile dans le Cantal

Sites ouverts commercialement à ce jour :

➤ **10 sites, 17 pylônes.**

- Neuvéglise-sur-Truyère (Lavastrie, Grandval).
- **Anglards-de-Salers***, [**Le Monteil, La Monsélie, Sauvât**]*, **Arpajon-sur-Cère***.
- Neuvéglise-sur-Truyère (Zone touristique Lanau)
- Saint-Martin-Cantalès
- Saint-Santin-Cantalès
- Ladinhac
- Freix-Anglards (Saint-Cernin)
- Molèdes
- Sainte-Eulalie
- Cheylade.
- **En court d'ouverture : 2 sites, 2 pylônes :**
 - Ladinhac (phase 2), Laurie.

* Grappes ARCEP

Le New Deal Mobile dans le Cantal

22 sites, 32 pylônes devant être éclairés au plus tard au 31/12/2023 :

En cours :

- 1 pylône : **Raulhac** (prévision : *mai 2022*), 1 pylône : le Puy-Mary (route de **Mandailles**) (phase de test, ouvert d'ici fin février 2022), 1 pylône : **Siran** (4G fixe, prévision février 2022), 1 pylône : **Montchamp** (4G fixe, prévision mars 2022).

Au plus tard au 31 mai 2022 :

- 1 pylône : **Molèdes** (phase 2), 2 pylônes : **Trizac**, 3 pylônes : **Saint-Étienne-de-Carlat**.

Au plus tard 21 août 2022 :

- 1 pylône : **Arpajon-sur-Cère**, 1 pylône : **Sainte-Eulalie**, 2 pylônes : **Pailherols**, 3 pylônes : **Cassaniouze**

Au plus tard 15 janvier 2023

- 2 pylônes : **Allanche**, 1 pylône : **Arches**, 1 pylône : **Chalvignac**, 1 pylône : **Saint-Projet-de-Salers**, 2 pylônes : **Cheylade**, 1 pylône : **Gourdièges**, 2 pylônes : **Champagnac**, 1 pylône : **Le Falgoux**, 1 pylône : **Lascelle**, 2 pylônes : **Cros-de-Ronesque** (phase 1), 1 pylône : **Calvinet** (phase 1).

* Grappes ARCEP

Le New Deal Mobile dans le Cantal

6 sites, 21 pylônes dans l'attente de publication d'un arrêté :

- En 2022 : Calvinet (phase 2), Leynhac, Leyvaux, Méallet, Apchon,
- **[Les Ternes, Cussac, Neuvéglise-sur-Truyère]*.**
- En 2023 : **[Trémouille, Champs-sur-Tarentaine-Marchal]*.**

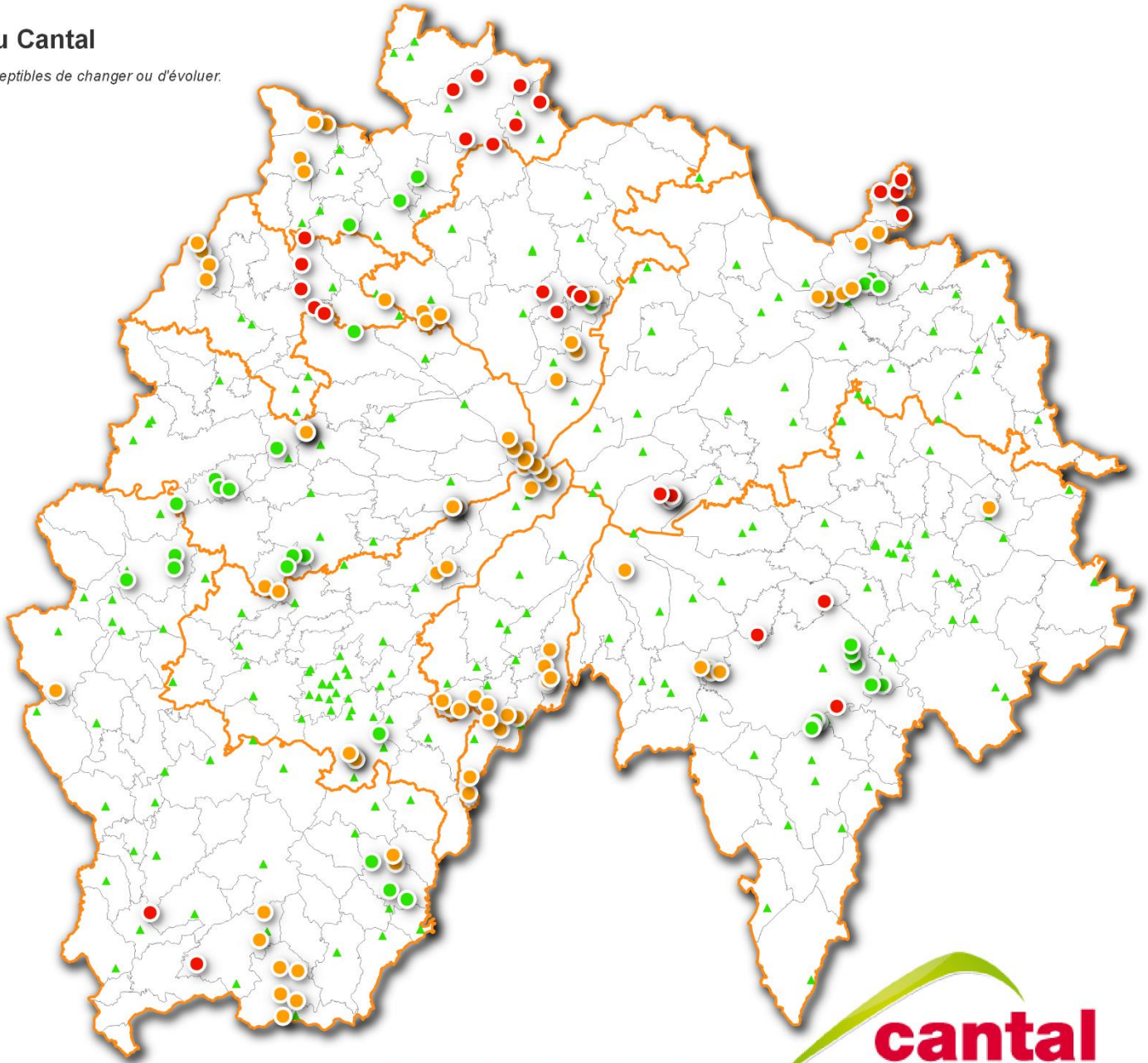
* Grappes ARCEP

Pylônes de téléphonie mobile du Cantal

Carte informative, non contractuelle, les données sont susceptibles de changer ou d'évoluer.

maj : 25 Janvier 2022

- ▲ Pylônes existants
- Points d'intérêt New Deal**
 - Points d'intérêt couverts
 - Points d'intérêt publiés au JO
 - Points d'intérêt en attente de publication au JO



8. Politique culturelle départementale à destination des territoires

Schéma départemental d'action culturelle 2022-2027

Schéma départemental de développement des enseignements artistiques et des pratiques en amateur 2022-2027



Les aides financières directes :

Subventions dans 5 domaines :

- aides à la **prévention, la conservation et la valorisation du patrimoine** cantalien public (subvention d'investissement)
- aides aux **établissements d'enseignement artistique** (écoles de musique et/ou de danse – subvention de fonctionnement)
- aides aux **programmations culturelles des EPCI** (subvention de fonctionnement)
- **appels à projets** (subvention d'investissement)
- aides aux **associations à vocation culturelle** (subvention de fonctionnement)

Les aides « en nature » :

- Proposées par **les établissements culturels du Conseil départemental**
- Permanentes et régulières
- Permettent aux collectivités partenaires d'entretenir leur propre service culturel

Il en va ainsi des :

- services de lecture publique aux communes et EPCI
- aides des Archives départementales aux communes
- services départementaux de l'Artothèque et des expositions

Les contractualisations :

Permettent aux collectivités partenaires d'accueillir des artistes en tournée sur le département à l'initiative du Conseil départemental.

C'est le cas :

- pour les grands événements culturels : festivals « *Jours de danse(s)* » et « *Hibernarock* », salon départemental du livre et de l'illustration de jeunesse, Mois du film documentaire et « *Opéras d'été* »
- pour les résidences culturelles territoriales

Les prestations d'expertise et de conseil :

Le Conseil départemental emploie **des techniciens spécialisés** dans différents domaines.

Les territoires peuvent solliciter leur expertise :

- **patrimoine** (restauration, conservation, valorisation...)
- **archives publiques** (conservation, élimination, valorisation, traitement...)
- **lecture publique** (aménagement de bibliothèques, indexation/catalogage des collections, acquisitions, éliminations...)
- **enseignement artistique** (enseignement musique et/ou danse)
- **spectacle vivant** (aménagement de salles, résidences artistiques...)

9. Démarche Consocantal



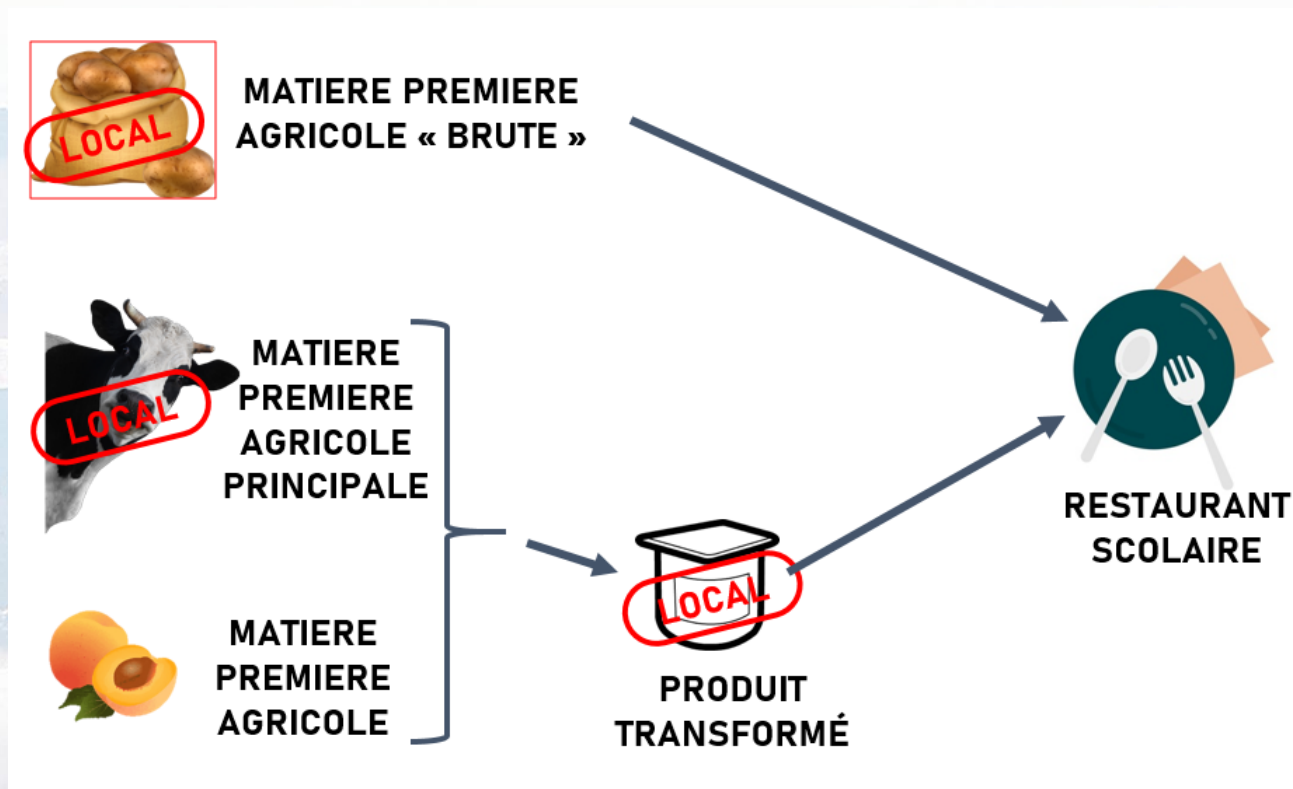
**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRE D'AGRICULTURE
CANTAL


**PRÉFET
DU CANTAL**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Chaque jour à vos côtés


cantal
LE DÉPARTEMENT

Définition du « Produit local »



- ➔ La matière première agricole est « locale » quand elle est issue d'exploitations agricoles situées dans le Cantal ou limitrophes (20km)
- ➔ quel que soit le lieu de transformation.

Loi EGalim

Depuis le 1^{er} janvier 2022, la restauration collective : **50 % de produits**

➤ **Signes officiels d'Identification de la Qualité et de l'Origine**
(AOP, IGP, Label Rouge...)

OU

➤ **mentions valorisantes (Haute Valeur Environnementale, fermier)**

DONT

➤ **20 % issus de l'Agriculture Biologique**

Consocantal va dans le sens de la loi EGalim :

bon nombre de produits locaux bénéficie d'un Signe Officiel d'Identification de la Qualité et de l'Origine ou d'une mention valorisante

L'action du Département dans les collèges

- accompagnement individuel
- utilisation d'Agrilocal15
- plan de formation des chefs de cuisine : techniques culinaires, rencontre avec un chef étoilé, rencontres producteurs...
- sensibilisation au gaspillage alimentaire : nouvel appel à candidatures (5 collèges)
- équipement des cuisines d'un ordinateur et d'un logiciel de gestion (1^{er} semestre 2022)
- proposition d'animations à la communauté éducative
- coordination réseaux acheteurs et cuisiniers

Consocantal cible la restauration hors domicile publique

- **Le Département accompagne la demande acheteurs et cuisiniers**
- **La Chambre d'Agriculture accompagne l'offre production, transformation et logistique**

Calendrier de développement

Phase expérimentale : novembre 2021 à juin 2022

- 10 collèges lauréats : Allanche - Aurillac Jordanne - Aurillac Jeanne de la Treilhe - Aurillac Jules Ferry - Chaudes Aigues - Pleaux - Riom ès Montagnes - St-Cernin - St-Flour La Vigière – Vic/Cère
- 1 EHPAD : Laroquebrou
- 1 école : Ytrac

Appel à projets : juin 2022

- Appel à candidatures auprès des collectivités
- Convention avec les EPCI volontaires

Quand un établissement s'engage :

- **Convention d'objectifs** Conseil départemental / Chambre d'Agriculture / structure candidate
- **Une démarche de progrès** - trois niveaux de reconnaissance (engagé dans la démarche, entre 25 et 50%, plus de 50 %)
- **Mention valorisante** : trophée et logo qui indiquent le degré d'implication
- **en partenariat avec les EPCI**

10. Dispositif de Premier Accueil Social Inconditionnel de Proximité



Premier Accueil Social Inconditionnel de Proximité

DEFINITION :

« Le premier accueil social inconditionnel de proximité a pour objectif de garantir à toute personne rencontrant des difficultés ou souhaitant exprimer une demande d'ordre social, une écoute attentionnée de ses besoins et préoccupations afin de lui proposer le plus tôt possible des conseils et une orientation adaptée. Cet accueil constitue une première ligne d'intervenants sociaux coordonnés. »

2021 : Engagement de 10 partenaires, signataires du Pacte Territorial du PASIP

- *Etat et Conseil Départemental*
- *CCAS d'Aurillac*
- *CCAS de St Flour*
- *Communautés de communes de Sumène Artense*
- *Communauté de communes du Pays Gentiane*
- *Saint-Flour Communauté*
- *Hautes Terres Communauté*
- *Communauté de communes de la Châtaigneraie Cantalienne*
- *Fédération départementale des Centres Sociaux*

Un réseau d'acteurs et un maillage territorial

- **3 Maisons de la Solidarité Départementale** et leurs antennes
- **2 CCAS** (Aurillac et St Flour)
- **des centres sociaux**
- **des Maisons France Services** portées par les communautés de communes
- **l'UDAF** qui vient d'intégrer le réseau en novembre 2021



- Vous souhaitez rejoindre le réseau du PASIP en tant qu'acteur : contactez Mme GAUZENTES-COEURDANE (vgauzentes-coeurdane@cantal.fr)

- Possibilité également d'orienter les personnes vers les lieux d'accueil existants sur le territoire afin que les cantaliens puissent avoir une réponse à toutes leurs demandes d'ordre social

11. Gouvernance départementale de l'Eau et de l'Assainissement et étude « déchets »



Une nécessité d'améliorer la connaissance pour agir

- ➔ Le Département déploie son projet d'automatisation du suivi des ressources en eau souterraines. Le réseau actuel a 16 points - une trentaine de points dès 2023.
- ➔ Le Département lance son schéma d'eau et d'assainissement 2022 – 2023

L'implication des communes et EPCI compétents sera déterminante notamment pour la phase de recueil de données

Etude de création d'une structure d'envergure départementale de gestion de l'Eau et de l'Assainissement

Limiter la hausse des tarifs → **MUTUALISATION à grande échelle**

- **Phase 1 (2022-2023) :**
 - Synthèse des données existantes – état des lieux des services (Schéma Départemental AEP et Asst)
- **Phase 2 (2022-2023) :**
 - **Concertation des acteurs et travaux en commun**
 - Proposition de scénarios (périmètre, forme juridique, € investissement, € fonctionnement, etc.)
 - Choix politiques – validation d'un scénario
- **Phase 3 (2022-2023) :**
 - Définition précise du modèle retenu
 - **Création de la structure (ex : Syndicat Départemental)**
- **Phase 4 (2023-2026) :**
 - Intégration des adhérents en fonction du degré de maturité de chaque territoire

Étude départementale « Gestion des déchets »

Montage proposé :

- les EPCI volontaires mandatent CIT pour réaliser une étude à horizon mi-2023
- CIT se fait accompagner par un prestataire extérieur
- CIT facture aux EPCI la prestation
- Les EPCI obtiennent un cofinancement dans le cadre des CRTE

Un cahier des charges sera rédigé en concertation avec tous les acteurs engagés, il intégrera toutes les typologies de déchets, des projections à 10 / 20 ans, des perspectives de tarification et un volet gouvernance.

Prochaines étapes :

- **Un 1^{er} Comité technique** fixé au Mardi 8 février 2022 à 16h00 (*rappel du contexte, état des lieux, éléments attendus du cahier des charges, montage de la convention et son financement*)
- **Un 1^{er} Comité de pilotage** fin mars 2022 (*validation des éléments principaux du cahier des charges et décision de principe d'adhérer à la démarche*)
- **Avril : délibération des EPCI**
- **Fin avril : publication du DCE**
- **Attribution avant l'été**
- **Démarrage de l'étude automne 2022 jusqu'à juin 2023**

Questions diverses / Echanges